



Association des étudiantes et étudiants de la
Faculté des sciences de l'éducation
Université du Québec à Montréal (UQAM)
[514.987.3000 #3527](tel:514.987.3000)
1205 rue St-Denis, H3C 3P8
Local N-S1205
@ADEESE / www.adeese.org / www.facebook.com/adeese.org

Montréal, le 11 décembre 2017

Au conseil exécutif de la CRAIES
6217, rue St-André,
Montréal (Québec) H2S 2K6

Objet : Motion de blâme à la CRAIES

Chères collègues,
Chers collègues,

Par la présente, l'ADEESE-UQAM annonce qu'elle proposera, lors de la prochaine instance de la CRAIES, une motion de blâme concernant l'attitude et les actions de la coalition entourant la grève des stages du 10 novembre 2017.

Depuis un certain temps déjà, une tension nous traverse. Nous sommes plus que satisfait-es à l'idée de joindre nos forces à l'intérieur d'une large coalition fondée afin d'améliorer les conditions de vie des stagiaires. Néanmoins, de nombreux évènements déplorables ont eu cours récemment et nous en sommes rendu-es au point où nous croyons devoir mettre un holà.

Notre critique s'argumente en deux facettes :

Un discours défaillant

À ce sujet, nous avons espoir que la situation pourra changer. Nous comprenons qu'au sein de la CRAIES il y ait différents argumentaires qui cohabitent ; les organisations qui la composent sont diversifiées et c'est ce qui en fait sa force. Malheureusement, le discours mis de l'avant dans les entrevues médiatiques n'est pas représentatif de celui que nous avons construit avec nos membres et

militant·es et que nous défendons. Afin de préciser, à l'ADEESE-UQAM, nous revendiquons une rémunération des stages pour tous les stages et non pas seulement une compensation pour le stage 4 en éducation.

Lorsque nous prenons acte d'une entrevue donnée au nom de la CRAIES, nous n'y reconnaissons pas les apports de nos réflexions et actions. Pire, à certains moments, nous y décelons plutôt un sabotage de la démarche que nous préconisons. Voici quelques exemples de ce que nous déplorons des sorties médiatiques du dernier mois.

- Démonisation de notre approche : Lors d'un entretien radiophonique avec Stéphane Gendron en date du 16 novembre 2017, Simon Telles, président de l'Union étudiante du Québec, tient des propos dans lesquels il tente de se distinguer en tant qu'interlocuteur raisonnable afin de négocier de meilleures conditions de vie aux stagiaires qui effectuent le stage 4 en éducation. Malheureusement, pour ce faire, il n'hésite pas à nous utiliser comme épouvantail.

À la question de l'animateur, qui s'enquiert si les étudiant·es ne pourraient pas se satisfaire de l'expérience accumulée en stage comme rémunération, Telles répond qu'il y a quatre stages en éducation et que « [...] *on n'est pas dogmatique nous, on ne demande pas de compenser tous les stages* ».

Là où on rit jaune, c'est devant cet exemple de syndicalisme jaune qui tente de faire passer pour extrême une requête défendue par certaines associations au sein de la CRAIES.

L'ADEESE-UQAM se dissocie de ces propos qui justifient notre motion de blâme.

- Minimisation de nos revendications : Cette entrevue avec Gendron est remplie de perles révélatrices de notre mécontentement. Il faut l'écouter pour constater à quel point les expressions de sympathie de l'animation sont repoussés, encore une fois, dans l'objectif de se positionner en interlocuteur raisonnable.

Par exemple, lorsqu'il est question de la forme que la rémunération demandée prendrait, Telles met de l'avant la proposition d'un montant symbolique de 330 \$/semaine, le salaire minimum étant jugé irréaliste. Des peanuts et un salaire de famine, en conclut Gendron. Pourtant, à l'ADEESE-UQAM, association engagée au sein de la CRAIES, nous exigeons le salaire minimum pour toutes les heures de prise en charge.

Nous constatons qu'il est facile d'oublier nos prétentions lorsque la CRAIES ne les porte pas sur la place publique. À cet effet, nous aimerions rappeler que le 10 novembre passé, nous étions en grève et, qu'à la CRAIES, aucune publication ou intervention ne relayait nos activités et revendications malgré notre entente en ce sens. Ce n'est que quelques jours plus tard, après des représentations d'exécutantes de l'ADEESE-UQAM, que le tir fut corrigé.

L'ADEESE-UQAM se dissocie de ces incidents qui justifient notre motion de blâme.

- Dévalorisation de nos moyens d'action : Au risque de nous répéter, le vendredi 10 novembre dernier, l'ADEESE-UQAM s'était dotée d'un mandat de grève pour la rémunération de tous les stages. À la grandeur du Québec, 15 000 étudiant-es étaient en grève, toujours en faveur de la rémunération de tous les stages. Et nous prenons le temps de préciser : ce n'était pas un boycottage.

Gendron, lors de la fameuse entrevue avec Telles, s'emporte : « *Moi, j'irais pas faire un stage si j'étais pas payé. Regarde, ça s'arrêterait là : y'en a plus de stage* ». En bon partisan de l'aplaventrisme, il lui est répondu qu'il y a un risque de ne pas obtenir son diplôme s'il y a grève et il est ajouté que « *on ne veut pas aller là, nous, on ne veut pas commencer à faire la grève. On ne veut pas priver les futurs élèves de stagiaires* ».

Nous apprenons donc que, ce qui est priorisé, à la CRAIES, c'est le lobbying envers les partis politiques. On se gausse des diverses prises de position en notre faveur qu'ont ces partis, mais, du même souffle, on reconnaît qu'il y a un manque de volonté politique de la part de la Ministre responsable de l'Enseignement supérieur, Hélène David. Nous tenons à souligner que, sans l'élaboration d'un rapport de force, nous n'obtiendrons jamais gain de cause.

L'ADEESE-UQAM se dissocie de cette dévalorisation de nos moyens de luttes. Cela justifie notre motion de blâme.

- Le statuquo comme revendication : Autre aspect qui nous arrache les oreilles dans le discours médiatique qui fut mis de l'avant ces dernières semaines, c'est l'interpellation du statuquo. À l'ADEESE-UQAM, nous nous sommes engagé-es dans la voie menant à l'amélioration des conditions de vie des stagiaires, des étudiant-es et, régulièrement, des personnes en situation de précarité, peu importe leur statut.

Nous ne retrouvons pas ces intentions quand la CRAIES affirme que le réseau de l'éducation est sur le déclin. Ni lorsqu'il est mentionné qu'il faudrait regagner un niveau de financement équivalent à celui qui a déjà existé sous tel ou tel gouvernement. De tels propos sont omniprésents dans leurs représentations médiatiques. Cependant, nous notons qu'il n'y a jamais eu de périodes fastes où les étudiant-es en éducation avaient des conditions de travail acceptables. Nous ne cherchons pas à revenir en arrière, mais à progresser.

Nous ne demandons pas uniquement d'indexer les budgets et nous ne nous contenterons pas de miettes. C'est pour cela que nous désirons porter les revendications de nos membres et que nous ne pouvons avaliser que la CRAIES nous mette en sourdine.

- Le corporatisme de la lutte : Ce dernier point nous vient rapidement à l'esprit quant au discours défaillant de la CRAIES. À l'ADEESE-UQAM, comme dans bien d'autres associations étudiantes, les revendications concernant les stages ne se limitent pas au stage 4 en éducation, ni même aux seuls stages en éducation. Nous livrons bataille avec tou·tes les stagiaires, peu importe leur champ d'études, parce que nous jugeons que tout travail mérite une rémunération.

Ensemble, nous sommes plus fort-es et nous ne laisserons personne derrière. L'ADEESE-

UQAM est l'une des seules associations uniquement en éducation qui se mobilise avec la CRAIES. Nous trouvons que notre position quant aux stages devrait être mieux diffusée lorsqu'il est question de l'amélioration des conditions de vie des stagiaires par la rémunération des stages.

Nous sommes capables de continuer la collectivisation de notre travail militant malgré les désaccords stratégiques et sommes enclin-es à croire que certaines faiblesses des entrevues médiatiques sont dues à l'ingénuité des porte-paroles. Heureusement, nous sommes aussi ici pour apprendre de nos bévues et souhaitons voir ces errements cesser. Nous exigeons ainsi une meilleure représentation dans le discours public de la CRAIES. Toutefois, nous en arrivons au deuxième versant de notre analyse, nous nous demandons bien comment se construit le propos mis de l'avant par la CRAIES

Représentativité et légitimité

Le nœud de notre différend actuel ne repose cependant pas seulement sur des extraits d'entrevues que nous pouvons citer. Il touche à la culture du secret et à la facilité avec laquelle la CRAIES a récupéré une mobilisation pour se mettre en avant de la scène.

Il y a mobilisation autour de la rémunération des stages et les revendications ne sont pas les mêmes que celles mises de l'avant par la CRAIES. Des associations étudiantes se dotent de mandats de grève pour défendre leurs convictions. La CRAIES profite de la conjoncture et se balade dans les médias. D'une bouche, elle est emballée du mouvement en cours tandis que, de l'autre, elle promeut son programme politique complaisant en porte-à-faux relativement aux aspirations des personnes mobilisées. Nous sommes en droit de nous poser la question suivante : mais avec quelle légitimité la CRAIES s'exprime-t-elle à ce moment ? Sur quelle représentativité ses mandats s'appuient-ils ?

Comme nous l'avons démontré, il n'y a pas consensus autour des revendications ou concernant la façon de les défendre au sein de la coalition. Lorsque, suite à une lutte interne, l'ADEESE-UQAM parvient à se faire promettre une diffusion de ses activités et exigences, quelque part, le rouge bloque et nous devons encore nous organiser pour que notre coalition relaye notre voix. C'est contreproductif. Que faire lorsqu'une coalition tient publiquement un argumentaire différent que celui qui s'exprime à la base ?

À l'ADEESE-UQAM, nous trouvons que la limite a été dépassée. La CRAIES récolte des rencontres avec Hélène David avec le poids de nos mobilisations. Elle négocie avec le gouvernement en utilisant le travail massif d'autres groupes

comme le CRIS-UQO, les CUTE et la Coalition régionale montréalaise pour la rémunération des stages. Décelez-vous l'hypocrisie lorsqu'on s'approprie le travail militant qui a été effectué par la concertation de plusieurs organisations tandis qu'on revendique la reconnaissance du travail opéré par les stagiaires ?

Qu'entendons-nous par travail militant ? Tout le temps et les ressources que nous mettons en œuvre afin de répandre notre projet de société. Ça prend la forme des discussions, des échanges et des réflexions politiques préalables et parallèles à l'action. Puis, ça continue avec la production et la diffusion de matériel d'information. Ensuite vient l'organisation d'évènements et d'assemblées. Ce travail sur le terrain est garant de l'adhésion à notre propos par la population. C'est notre modus opérandi.

Ainsi, au moment où plusieurs personnes s'articulent autour d'un échéancier progressiste, il y a une exaspération à voir sortir du champ droit une organisation alliée qui exploite la conjoncture pour nous traiter de *dogmatiques* sur les tribunes que notre travail lui permet d'obtenir. D'autant plus que, sur les campus qui se sont mobilisés, les revendications n'étaient pas celles de la CRAIES. Ses interventions médiatiques récentes diluent nos propos et contribuent au maintien d'une confusion néfaste entre la compensation et la rémunération des stages. Nous sommes d'accord pour nous associer sur les bases d'un projet commun, mais si c'est pour nous faire mettre des bâtons dans les roues lorsque nous agissons, ce n'est pas une union profitable.

Pour en revenir à la pratique du lobbying, nous avons aussi été surpris-es d'apprendre, dans l'entrevue avec Stéphane Gendron, que vous considérez qu'il y a un manque de volonté politique pour la compensation des stages du côté de la Ministre responsable de l'Enseignement supérieur. En effet, lors des instances de la CRAIES, on essaie de nous assurer que c'est par cette voie que nous aurons des gains et qu'il y a du progrès. Nos succès à venir dépendent de la force de notre mouvement et du rayonnement de nos idées et non pas de la ministre en place. Nous refusons d'être à la merci d'un remaniement ministériel ou d'élections.

Pour ces raisons, nous ne désirons pas que la CRAIES organise une négociation en catimini alors qu'il y a une effervescence chez nos membres, mais c'est aussi vrai sur divers campus, revendiquant un changement plus en profondeur des conditions de vie des stagiaires. De même que nous ne voulons plus que vous utilisiez les mobilisations d'autres organisations pour faire mousser votre option.

Une attitude saine à l'avenir serait de rediriger l'attention médiatique vers les principaux concernés.

Puisque l'ADEESE-UQAM s'investit de bonne foi dans la CRAIES depuis sa fondation, nous exigeons que la stratégie nous soit clarifiée de façon honnête en instances. Puis, qu'elle soit diffusée et accessible aux organisations qui luttent à nos côtés. La coordination de nos moyens de pression s'en trouverait dynamisée. Si nous pouvions éviter une situation similaire à celle des dernières semaines, où l'amertume et le cynisme s'alimentent par vos actions, les étudiant·es en sortiraient victorieux·ses.

D'ici là, nous concluons notre motion de blâme avec les propos que Simon Telles a tenu suite au référendum d'affiliation de la CADEUL à l'UEQ : « ... [Il] ne convient pas seulement d'avoir une organisation qui est efficace et qui gagne les combats qu'elle entame. On doit avoir une organisation dans laquelle les étudiant·es peuvent se reconnaître ».

Veillez accepter nos plus cordiales salutations.

Le Conseil exécutif de l'ADEESE-UQAM

Copie conforme : Association générale des étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (AGE-UQO)

Association générale des étudiant(e)s de l'Université du Québec à Trois-Rivières (AGE-UQTR)

Association générale étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (AGEUQAT)

Bishop's University Students' representative council (BUSRC)

Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL)

Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS)

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM)

Associations modulaires actives au sein de la CRAIES

Porte-paroles et chargé de projet de la CRAIES